

**COUR NATIONALE DE DISCIPLINE
AUPRES DE L'ORDRE DES AVOCATS
AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION**

RAPPORT 2023

Agnès Martinel

Président de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation

Pierre Collin

Président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État

Présidente et président de la Cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au
Conseil d'État et à la Cour de cassation

Février 2024

Ce rapport est le premier à être remis au garde des sceaux, ministre de la Justice en application de l'article 28 du décret du 17 juin 2022 relatif à la déontologie et à la discipline des officiers ministériels qui prévoit que l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation établit, rend public et transmet annuellement au garde des sceaux, ministre de la justice, un rapport d'activité de la juridiction disciplinaire de la profession.

Il retrace l'activité de la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation fonctionnant selon les modalités voulues par la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Rappelons qu'aux termes de son article 38 : « [...] III. - Une cour nationale de discipline, instituée auprès de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, connaît des poursuites disciplinaires contre ces professionnels. Elle est composée d'un membre du Conseil d'Etat, d'un magistrat du siège de la Cour de cassation, en activité ou honoraire, et de cinq membres de la profession.

La cour est présidée par le membre du Conseil d'Etat lorsque les faits en cause ont trait aux fonctions exercées devant le Tribunal des conflits ou devant les juridictions de l'ordre administratif. Dans les autres cas, elle est présidée par le magistrat du siège de la Cour de cassation.

Les arrêts de la cour peuvent faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat lorsque les faits en cause ont trait aux fonctions exercées devant le Tribunal des conflits ou les juridictions de l'ordre administratif. Dans les autres cas, le recours est porté devant la Cour de cassation. La juridiction saisie du recours statue en fait et en droit ».

Pour l'application de ces dispositions, l'article 9 de l'ordonnance n°2022-544 du 13 avril 2022 relative la déontologie et la discipline des officiers ministériels, prévoit les conditions de saisine de la juridiction disciplinaire : « L'action disciplinaire à l'encontre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation est exercée, concurremment avec le président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, par le vice-président du Conseil d'Etat quand les faits en cause ont trait aux fonctions exercées devant le Tribunal des conflits ou les juridictions de l'ordre administratif. Dans les autres cas, l'action est exercée par le premier président de la Cour de cassation ou le procureur général près la Cour de cassation » ; l'article 12 fixe la composition de la juridiction, et l'article 16 énumère les peines disciplinaires qui peuvent être prononcées contre le professionnel.

Pour sa part, le décret n°2022-900 du 17 juin 2022 relatif à la déontologie et à la discipline des officiers ministériels fixe les règles de procédure devant la juridiction (articles 27 à 35).

Ce rapport reviendra d'abord sur les décisions rendues en 2023, puis sur le fonctionnement de la juridiction.

1. Les décisions rendues par la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats aux Conseils en 2023

La cour nationale de discipline a rendu trois décisions en 2023 sur des saisines intervenues depuis le début de l'année. Il s'agit des premières décisions rendues par la juridiction depuis sa création.

Tableau 1 : Nombre de décisions rendues par la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Années	Nombre de décisions rendues
2022	0
2023	3
Total 2022-2023	3

Au 31 décembre 2023, le stock est composé d'un seul dossier en attente d'être jugé, la cour ayant été saisie à l'été 2023.

Les décisions rendues par la cour nationale de discipline ont toutes été des ordonnances rejetant les requêtes pour irrecevabilité (tableau 2) :

Tableau 2 : Nature des décisions rendues par la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Requêtes irrecevables, manifestement infondées ou non assorties des précisions suffisantes	3
Relaxe	0
Avertissement	0
Blâme	0
Interdiction d'exercer à titre temporaire	0
Destitution / interdiction d'exercer définitive	0
Retrait de l'honorariat	0
Amendes	0
Total 2022-2023	3

Les trois décisions ont été prises en application de l'article 14 de l'ordonnance n° 2022-544 du 13 avril 2022, et du deuxième alinéa de l'article 44 du décret n° 2022-900 du 17 juin 2022 qui permettent au président de la Cour nationale de discipline ou son suppléant de rejeter, par ordonnance motivée, les requêtes irrecevables, manifestement infondées ou qui ne sont pas assorties des précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé.

2. Le fonctionnement de la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats aux Conseils en 2023

La juridiction disciplinaire a pu remplir ses missions grâce à l'engagement et au travail de toutes celles et tous ceux qui concourent à son fonctionnement.

L'année 2023 a vu la cour nationale de discipline fonctionner de façon tout à fait satisfaisante selon les modalités prévues par les textes fixant les règles de procédures devant la juridiction disciplinaire.